

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?981-L-effondrement-du-marxisme>



L'effondrement du marxisme-léninisme

- Documents extérieurs - Idéologies, mythes et fausses subversions - Marxisme-léninisme -



Date de mise en ligne : jeudi 29 août 2019

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Article paru dans *Le Monde* du 24 avril 1990 sous le titre « **Marxisme-léninisme, la pulvérisation** », puis repris dans *La Montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*. Éditions du Seuil, 1996, pages 38-50. [Source](#)

I « Faillite d'une orthodoxie

L'effondrement de l'Empire romain a duré trois siècles. Deux ans ont suffi, sans secours de barbares extérieurs, pour disloquer irrémédiablement le réseau mondial de pouvoir dirigé depuis Moscou, ses visées à l'hégémonie mondiale, les relations économiques, politiques, sociales qui le tenaient ensemble. On a beau chercher, impossible de trouver un analogue historique à cette pulvérisation de ce qui paraissait encore hier une forteresse d'acier. Le monolithe granitique est soudain apparu tissé de salive, cependant que les horreurs, les monstruosité, les mensonges et les absurdités révélés jour après jour s'avéraient encore plus incroyables que les plus acerbes d'entre nous n'avions pu l'affirmer.

En même temps que s'évanouissent ces bolcheviks pour lesquels « *il n'y avait pas de forteresse imprenable* » (Staline), part en fumée la nébuleuse du « marxisme-léninisme », qui, depuis plus d'un demi-siècle, a joué presque partout le rôle d'idéologie dominante, fascinant les uns, obligeant les autres à se situer à son égard. Qu'en est-il donc du marxisme, « *philosophie indépassable de notre temps* » (Sartre) ? Sur quelle carte, avec quelle loupe découvrira-t-on, désormais, le nouveau « *continent du matérialisme historique* », dans quelle brocante se procurera-t-on les ciseaux de la « *coupure épistémologique* » (Althusser) qui aurait relégué aux vieilleries métaphysiques la réflexion sur la société et l'histoire, les remplaçant par la « *science du Capital* » ? A peine est-il utile de mentionner qu'on chercherait en vain le moindre rapport entre tout ce qui se dit et se fait aujourd'hui par M. Gorbatchev et non pas l'« idéologie » marxiste-léniniste, mais une idée quelconque.

Après coup, la soudaineté de l'effondrement peut sembler aller de soi. Cette idéologie n'était-elle pas, dès les premières années de la prise du pouvoir bolchevique en Russie, en contradiction frontale avec la réalité - et celle-ci, malgré les efforts conjugués des communistes, des compagnons de route et même de la presse respectable des pays occidentaux (qui, dans sa majorité, avait avalé sans broncher les procès de Moscou), n'était-elle pas visible et connaissable par qui voulait voir et connaître ? Considérée en elle-même, n'atteignait-elle pas le comble de l'incohérence et de l'inconsistance ?

Mais l'énigme ne fait que s'obscurcir. Comment et pourquoi cet échafaudage a-t-il pu tenir si longtemps ? Une promesse de libération radicale de l'être humain, de l'instauration d'une société « vraiment démocratique » et « rationnelle », se réclamant de la « science » et de la « critique des idéologies » - qui se réalise comme figure jamais encore poussée aussi loin de l'esclavage de masse, de la terreur, de la misère « planifiée », de l'absurdité, du mensonge et de l'obscurantisme - comment cette tromperie historique sans précédent a-t-elle pu fonctionner si longtemps ?

Là où le marxisme-léninisme s'est installé au pouvoir, la réponse peut paraître simple : la soif du pouvoir et l'intérêt pour les uns, la terreur pour tous. Elle ne suffit pas, car, même dans ces cas, la prise du pouvoir a été presque toujours portée par une importante mobilisation populaire. Et la réponse ne dit rien quant à son attrait quasi universel. Élucider cela demanderait une analyse de l'histoire mondiale depuis un siècle et demi.

Force est de se limiter ici à deux facteurs. D'abord, le marxisme-léninisme s'est présenté comme la continuation, le passage à la limite du projet émancipatoire, démocratique, révolutionnaire de l'Occident. Présentation d'autant plus crédible qu'il a été pendant longtemps - ce que tout le monde oublie joyeusement aujourd'hui - le seul à paraître s'opposer aux beautés du capitalisme, métropolitain aussi bien que colonial.

De la « théorie scientifique » à la « vulgate »

Mais, derrière cela, il y a plus, en quoi gît sa nouveauté historique. En surface, ce qu'on appelle une idéologie : une « théorie scientifique » labyrinthique - celle de Marx - suffisante pour occuper des cohortes d'intellectuels jusqu'à la fin de leurs jours ; une version simple, vulgate de cette théorie (formulée déjà par Marx lui-même), de force explicative suffisante pour les simples fidèles ; enfin, une version « cachée » pour les vrais initiés, apparaissant avec Lénine, qui fait du pouvoir absolu du Parti l'objectif suprême et le point archimédien de la « transformation historique ». (Je ne parle pas du sommet des Appareils, où la pure et simple obsession du pouvoir mariée au cynisme total a régné au moins depuis Staline.)

Mais ce qui tient ensemble l'édifice, ce ne sont pas les « idées », ni les raisonnements. C'est un nouvel imaginaire qui lui-même se développe et s'altère en deux étapes. Dans la phase proprement « marxiste », à une époque de dissolution de la vieille foi religieuse, c'est, on le sait, l'imaginaire d'un salut laïque. Le projet d'émancipation, de la liberté comme activité, du peuple comme auteur de son histoire, s'inverse en imaginaire messianique d'une Terre promise à portée de la main et garantie par le substitut de transcendance produit par l'époque : la « théorie scientifique » [1].

Dans la phase suivante, la phase léniniste, cet élément, sans disparaître, se trouve relégué de plus en plus au deuxième plan par un autre : plus que les « lois de L'Histoire », c'est le Parti, et son chef, leur pouvoir effectif, le pouvoir tout court, la force, la force brute qui deviennent non seulement les garants, mais les points ultimes de fascination et de fixation des représentations et des désirs. Il ne s'agit pas seulement de la crainte de la force - réelle et immense là où le communisme est au pouvoir - mais de l'attrait positif qu'elle exerce sur les êtres humains. Si nous ne comprenons pas cela, nous ne comprendrons jamais l'histoire du XXe siècle, ni le nazisme, ni le communisme. Dans le cas de celui-ci, la conjonction de ce qu'on souhaiterait croire et de la force s'avérera longtemps irrésistible. Et ce n'est qu'à partir du moment où cette force n'arrive plus à s'imposer - Pologne, Afghanistan - , où il devient clair que ni les chars ni les bombes H russes ne peuvent « résoudre » tous les problèmes, que la débandade commence vraiment, et que les différents ruisseaux de la décomposition s'unissent dans le Niagara qui se déverse depuis l'été 1988 (premières manifestations en Lituanie).

L'héritage du mouvement démocratique

Les réserves les plus fortes, les critiques les plus radicales à l'égard de Marx n'annulent pas son importance de penseur, ni la grandeur de son effort. On réfléchira encore sur Marx lorsqu'on cherchera péniblement les noms de MM. von Hayek et Friedman dans les dictionnaires. Mais ce n'est pas par l'effet de cette oeuvre que Marx a joué son rôle immense dans l'Histoire effective. Il n'aurait été qu'un autre Hobbes, Montesquieu ou Tocqueville si l'on n'avait pas pu tirer de lui un dogme -et si ses écrits ne s'y prêtaient pas. Et s'ils s'y prêtent, c'est que sa théorie en contient plus que les éléments.

La vulgate (due à Engels) attribuant à Marx comme sources Hegel, Ricardo et les socialistes « utopiques » français masque la moitié de la vérité. Tout autant, Marx hérite du mouvement émancipatoire et démocratique - d'où sa fascination, jusqu'à la fin, pour la Révolution française et même, dans sa jeunesse, pour la *polis* et le *demos* grecs. Mouvement d'émancipation, projet d'autonomie, en marche depuis des siècles en Europe et qui trouve sa culmination avec la Grande Révolution.

Mais la Révolution laisse un énorme et double déficit. Elle maintient et même accentue, en lui fournissant de nouvelles bases, une immense inégalité du pouvoir effectif dans la société, enracinée dans les inégalités économiques et sociales. Elle maintient et renforce la puissance et la structure bureaucratique de l'État, superficiellement « contrôlé » par une couche de « représentants » professionnels séparés du peuple.

C'est à ces déficits, comme à l'existence inhumaine à laquelle les soumet le capitalisme qui se répand à une vitesse foudroyante, que répond le mouvement naissant des ouvriers, en Angleterre puis sur le continent.

Les germes des idées les plus importantes de Marx concernant la transformation de la société - notamment celle d'auto-gouvernement des producteurs - se trouvent, non pas dans les écrits des socialistes utopiques, mais dans les journaux et l'auto-organisation des ouvriers anglais de 1810 à 1840, de loin antérieurs aux premiers écrits de Marx. Le mouvement ouvrier naissant apparaît ainsi comme la suite logique d'un mouvement démocratique resté à mi-chemin.

Mais en même temps, un autre projet, un autre imaginaire social-historique envahit la scène : l'imaginaire capitaliste, qui transforme à vue d'oeil la réalité sociale et paraît de toute évidence appelé à dominer le monde. Contrairement à

un préjugé confus, encore dominant aujourd'hui - au fondement du « libéralisme » contemporain, - l'imaginaire capitaliste est en contradiction frontale avec le projet d'émancipation et d'autonomie. En 1906 encore, Max Weber tournait en dérision l'idée que le capitalisme aurait quoi que ce soit à voir avec la démocratie (et l'on peut toujours rire avec lui en pensant à l'Afrique du Sud, à Taiwan ou au Japon de 1870 à 1945 et même aujourd'hui). Il s'agit de tout subordonner au « développement des forces productives » ; les hommes comme producteurs et, ensuite, comme consommateurs, doivent lui être intégralement soumis. L'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle - pseudo-maîtrise, pseudo-rationalité, on le voit abondamment aujourd'hui - devient ainsi l'autre grande signification imaginaire du monde moderne, puissamment incarnée dans la technique et l'organisation.

Les potentialités totalitaires de ce projet sont faciles à voir - et parfaitement visibles dans l'usine capitaliste classique. Si, ni à cette époque, ni plus tard le capitalisme n'arrive pas à transformer la société en une seule vaste usine soumise à un commandement unique et à une seule logique (ce que, à leur façon et d'une certaine manière, nazisme et communisme essaieront plus tard de faire), c'est certes à cause des rivalités et des luttes entre groupes et nations capitalistes - mais surtout de la résistance que lui opposent dès le départ le mouvement démocratique à l'échelle de la société, les luttes ouvrières au niveau des entreprises.

L'inéluçtabilité du socialisme

La contamination du projet émancipatoire de l'autonomie par l'imaginaire capitaliste de la rationalité technique et organisationnelle, assurant un « progrès » automatique de l'Histoire, aura lieu assez rapidement (déjà chez Saint-Simon). Mais c'est Marx qui sera le théoricien et l'artisan principal de la pénétration dans le mouvement ouvrier et socialiste des idées de la centralité de la technique, de la production, de l'économie. Ainsi l'ensemble de l'histoire de l'humanité, par une projection rétroactive de l'esprit du capitalisme, sera interprété par lui comme le résultat de l'évolution des forces productives - évolution qui « garantit », sauf accident catastrophique, notre liberté future.

L'économie politique est mobilisée, après réélaboration, pour montrer l'« inéluçtabilité » du passage au socialisme - comme la philosophie hégélienne, « remise sur ses pieds », pour dévoiler une raison secrètement au travail dans l'histoire, réalisée dans la technique et assurant la réconciliation finale de tous avec tous et de chacun avec lui-même. Les attentes millénaristes et apocalyptiques, d'origine immémoriale, recevront désormais un « fondement » scientifique, pleinement consonant à l'imaginaire de l'époque. Le prolétariat, « dernière classe », recevra mission de sauveur, mais ses actions seront nécessairement dictées par ses « conditions réelles d'existence », elles-mêmes inlassablement travaillées par l'action des lois économiques pour le forcer à libérer l'humanité en se libérant lui-même.

On tend trop facilement aujourd'hui à oublier l'énorme puissance explicative que la conception marxiste, même dans ses versions les plus vulgaires, semble posséder pendant longtemps. Elle dévoile et dénonce les mystifications de l'idéologie libérale, montre que l'économie fonctionne pour le capital et le profit (ce que découvrent, ébahis, depuis vingt ans les sociologues américains), prédit l'expansion mondiale et la concentration du capitalisme.

Les crises économiques se succèdent pendant plus d'un siècle avec une régularité quasi naturelle produisant misère, chômage, destruction absurde des richesses. Le carnage de la Première Guerre mondiale, la grande dépression de 1929-1933, la montée des fascismes ne peuvent être compris à l'époque que comme des confirmations éclatantes des conclusions marxistes - et la rigueur des raisonnements qui y conduisent ne pèse guère devant la masse des réalités.

Le transfert sur le tiers-monde

Mais sous la pression des luttes ouvrières qui n'avaient pas cessé, le capitalisme avait été obligé de se transformer. Dès la fin du XIXe siècle, la « paupérisation » (absolue ou relative) était démentie par l'élévation des salaires réels et la réduction de la durée du travail. L'élargissement des marchés intérieurs par l'augmentation de la consommation de masse devient graduellement stratégie consciente des couches dominantes et, après 1945, les politiques keynésiennes assureront tant bien que mal un plein-emploi approximatif.

Un abîme se creuse entre la théorie marxienne et la réalité des pays riches. Mais des acrobaties théoriques, auxquelles les mouvements nationaux dans les pays ex-coloniaux sembleront fournir un appui, reporteront sur les

pays du Tiers Monde et les « damnés de la terre » le rôle d'édificateur du socialisme que Marx avait imputé, avec moins d'in vraisemblance, au prolétariat industriel des pays avancés.

La doctrine marxiste a sans doute énormément aidé à croire - donc à lutter. Mais de ces luttes qui ont changé la condition ouvrière et le capitalisme lui-même, le marxisme n'était pas la condition nécessaire, comme le montrent les pays (par exemple, anglo-saxons) où le marxisme a peu pénétré. Et le prix à payer a été très lourd.

Si cette étrange alchimie combinant la « science » (économique), une métaphysique rationaliste de l'histoire et une eschatologie laïcisée a pu exercer pendant si longtemps un aussi puissant appel, c'est qu'elle répondait à la soif de certitude et à l'espoir d'un salut garanti, en dernière instance, par beaucoup plus que les fragiles et incertaines activités humaines : les « lois de l'histoire ». Elle importait ainsi dans le mouvement ouvrier une dimension pseudo-religieuse, grosse des catastrophes à venir. Du même coup, elle y introduisait aussi la notion monstrueuse d'orthodoxie. Ici encore, l'exclamation (en privé) de Marx « je ne suis pas marxiste » ne pèse guère relativement à la réalité. Qui dit orthodoxie, dit nécessité de gardiens attirés de l'orthodoxie, de fonctionnaires idéologiques et politiques, comme aussi diabolisation des hérétiques.

Jointe à la tendance incoercible des sociétés modernes à la bureaucratisation, qui dès la fin du XIXe siècle pénètre et domine le mouvement ouvrier lui-même, l'orthodoxie contribue puissamment à la constitution de Partis-Églises. Elle conduit aussi à une stérilisation à peu près complète de la pensée. La « théorie révolutionnaire » devient commentaire talmudique des textes sacrés alors que, face aux immenses bouleversements scientifiques, culturels, artistiques qui s'accumulent depuis 1890, le marxisme reste aphone ou se borne à les qualifier de produits de la bourgeoisie décadente. Un texte de Lukàcs et quelques phrases de Trotski et de Gramsci ne suffisent pas pour infirmer le diagnostic.

Homologue et parallèle est la transformation qu'induit le marxisme sur les participants au mouvement. Pendant la majeure partie du XIXe siècle, la classe ouvrière des pays qui s'industrialisent s'autoconstitue, s'alphabétise et se forme d'elle-même, fait surgir un type d'individu confiant en ses forces, son jugement, qui s'instruit tant qu'il peut, pense par lui-même, n'abandonne jamais la réflexion critique. Le marxisme, en accaparant le mouvement ouvrier, remplace cet individu par le militant endoctriné dans un évangile, croyant à l'organisation, à la théorie et aux chefs qui la possèdent et l'interprètent, militant qui tend à leur obéir inconditionnellement, s'identifie à eux et ne peut, la plupart du temps, rompre cette identification qu'en s'effondrant lui-même.

II â€” Totalitarisme et laisser-faire

Certains des éléments de ce que deviendra le totalitarisme sont déjà en place dans le marxisme : fantasme de la maîtrise totale hérité du capitalisme, orthodoxie, fétichisme de l'organisation, idée d'une « nécessité historique » pouvant tout justifier au nom du salut final. Mais il serait absurde d'imputer au marxisme - et encore plus à Marx lui-même - l'engendrement du totalitarisme, comme cela a été facilement et démagogiquement fait depuis soixante ans. Autant (et numériquement plus) que dans le léninisme, le marxisme se prolonge dans la social-démocratie dont on peut dire tout ce qu'on veut sauf qu'elle est totalitaire, et qui n'a pas eu de peine à trouver chez Marx toutes les citations nécessaires à sa polémique contre le bolchevisme au pouvoir.

Le véritable créateur du totalitarisme est Lénine. Les contradictions internes du personnage importeraient peu si elles n'illustraient, une fois de plus, l'absurdité des explications « rationnelles » de l'histoire. Apprenti sorcier qui ne jure que par la « science », inhumain et sans aucun doute désintéressé et sincère, extralucide sur ses adversaires et aveugle sur lui-même, reconstruisant l'appareil d'État tsariste après l'avoir détruit et protestant contre cette reconstruction, créant des commissions bureaucratiques pour lutter contre la bureaucratie qu'il faisait lui-même proliférer, il apparaît finalement à la fois comme l'artisan presque exclusif d'un formidable bouleversement et un fétu de paille sur le flot des événements.

Mais c'est lui qui crée l'institution sans laquelle le totalitarisme est inconcevable et qui tombe maintenant en ruine : le parti totalitaire, le parti léniniste, à la fois Église idéologique, armée militante, appareil d'État *in nuce* déjà lorsqu'il tient encore tout entier « dans un fiacre », usine où chacun a sa place dans une stricte hiérarchie et une rigoureuse division du travail.

D'incroyables changements de cap

De ces éléments, qui se trouvent tous là depuis longtemps mais dispersés, Lénine fera la synthèse et confèrera une nouvelle signification au tout qu'il en composera. Orthodoxie et discipline sont portées à la limite (Trotsky s'enorgueillira de la comparaison du parti bolchevique avec l'ordre des jésuites) et étendues à l'échelle internationale. Le principe « qui n'est pas avec nous est à exterminer » sera utilisé impitoyablement, les moyens modernes de la Terreur seront inventés, organisés et appliqués en masse.

Surtout, apparaît et s'installe, non plus comme trait personnel mais comme déterminant social-historique, l'obsession du pouvoir, le pouvoir pour le pouvoir, le pouvoir comme fin en soi, par tous les moyens et peu importe pour quoi faire. Il ne s'agit plus de s'emparer du pouvoir pour introduire des transformations définies, il s'agit d'introduire les transformations qui permettront de se maintenir au pouvoir et de le renforcer sans cesse. Lénine, en 1917, sait une chose et une seule : que le moment de prendre le pouvoir est venu et que demain il sera trop tard.

Pour en faire quoi ? Il ne le sait pas, et il le dira : « *Nos maîtres ne nous ont malheureusement pas dit comment faire pour construire le socialisme.* » Il dira aussi, par la suite : « *Si un Thermidor s'avère inévitable, nous le ferons nous-mêmes.* » Entendons : « *Si, pour garder le pouvoir, il nous faut inverser complètement notre orientation, nous le ferons.* » Il le fera, en effet, à plusieurs reprises (Staline, par la suite, portera cet art à une perfection absolue). Seul point fixe impitoyablement maintenu à travers les plus incroyables changements de cap : l'expansion sans limites du pouvoir du Parti, la transformation de toutes les institutions, à commencer par l'État, en ses simples appendices instrumentaux et finalement sa prétention, non pas simplement de diriger la société ni même de parler en son nom, mais d'être en fait la société elle-même.

On le sait, ce projet atteindra sa forme extrême et démentielle sous Staline. Et c'est aussi à partir de la mort de celui-ci que son échec commencera à devenir apparent. Le totalitarisme n'est pas une essence immuable, il a une histoire qu'il n'est pas question de retracer ici mais dont il faut rappeler qu'elle est, centralement, celle de la résistance des hommes et des choses au fantasme de la résorption totale de la société et du façonnage intégral de l'histoire par le pouvoir du Parti.

Ceux qui refusaient la validité de la notion de totalitarisme reviennent aujourd'hui à la charge, tirant argument de ce que le régime s'effondre (à ce compte, aucun régime historique n'aurait jamais existé), ou qu'il avait rencontré des résistances internes [2]. Manifestement, les critiques partageaient eux-mêmes le fantasme totalitaire : le totalitarisme aurait pu et dû être, pour le meilleur ou pour le pire, ce qu'il prétendait : monolithe sans faille. Il n'était pas ce qu'il disait être -donc, tout simplement, il n'était pas.

Mais ceux qui ont discuté sérieusement le régime russe n'ont jamais été victimes de ce mirage. Ils en ont toujours souligné et analysé les contradictions et les antinomies internes [3]. Indifférence et résistance passive de la population ; sabotage et coulage de la production tant industrielle qu'agricole ; irrationalité profonde du système de son propre point de vue, du fait de sa bureaucratisation délirante, des décisions prises selon les lubies de l'autocrate ou de la clique parvenue à s'imposer ; conspiration universelle du mensonge devenue trait structurel du système et condition de survie des individus depuis les *zeks* jusqu'aux membres du bureau politique. Le tout confirmé avec éclat par les événements qui ont suivi 1953 et les informations qui n'ont plus arrêté, depuis, de se déverser : révoltes des *zeks* dans les camps dès la mort de Staline, grèves de Berlin-Est en juin 1953, rapport Khrouchtchev, révolutions polonaise et hongroise en 1956, mouvements tchécoslovaque en 1968 et polonais en 1970, flot de la littérature dissidente, explosion polonaise de 1980 rendant le pays ingouvernable.

Un système gangrené

Après l'échec des incohérentes réformes de Khrouchtchev, la nécrose qui gangrenait le système et ne lui laissait comme issue que la fuite en avant dans le surarmement et l'expansion externe était devenue manifeste, et j'en écrivais, en 1981, qu'on ne pouvait plus en parler en termes de totalitarisme « classique » [4].

Certes aussi, le régime n'aurait pu survivre pendant soixante-dix ans s'il n'avait pu se créer dans la société des appuis importants, depuis la bureaucratie ultra-privilegiée jusqu'aux couches qui ont successivement bénéficié d'une « promotion sociale » ; surtout, un type de comportement et un type anthropologique d'individu, dominé par l'apathie et le cynisme, uniquement préoccupé par les infimes et précieuses améliorations qu'à force d'astuce et d'intrigues il pouvait apporter à sa niche privée.

Sur ce dernier point, il a à moitié réussi, comme le montre l'extrême lenteur des réactions populaires en Russie même depuis 1985. Mais il a aussi à moitié échoué, et cela se voit le mieux, paradoxalement, au sein de l'Appareil du parti lui-même. Lorsque la pression des circonstances (impasse polonaise et afghane, pression du réarmement américain face à un retard technologique et économique croissant, incapacité de porter plus longtemps sa surextension mondiale) a montré que l'évolution « stratocratique » dominante sous Brejnev devenait à la longue intenable, il a pu émerger, au sein de l'appareil et autour d'un leader d'une habileté peu commune, un groupe « réformiste » suffisamment important pour s'imposer et imposer une série de changements inimaginables il y a peu de temps - parmi lesquels l'acte officiel de décès du pouvoir du parti unique, dressé le 13 mars 1990 - dont l'avenir reste totalement obscur, mais dont les effets sont d'ores et déjà irréversibles.

Après le déluge

Comme le nazisme, le marxisme-léninisme permet de mesurer la folie et la monstruosité dont les humains sont capables, et leur fascination par la force brute. Plus que le nazisme, leur capacité de se leurrer, de retourner en leur contraire les idées les plus libératrices, d'en faire les instruments d'une mystification illimitée.

En s'effondrant, le marxisme-léninisme semble ensevelir sous ses mines aussi bien le projet d'autonomie que la politique elle-même. La haine active de ceux qui l'ont subi, à l'Est, les conduit à rejeter tout projet autre que l'adoption rapide du modèle capitaliste libéral. À l'Ouest, la conviction des populations qu'elles vivent sous le régime le moins mauvais possible sera renforcée et accentuera leur enfoncement dans l'irresponsabilité, la distraction et le retrait dans la sphère « privée » (évidemment moins « privée » que jamais).

Non pas que ces populations se fassent beaucoup d'illusions. Aux États-Unis, Lee Atwater, président du Parti républicain, parlant du cynisme de la population, dit : « *Le peuple américain est convaincu que la politique et les politiciens, c'est du boniment ; que les médias et les journalistes, c'est du boniment ; que la religion organisée, c'est du boniment ; que le big business c'est du boniment ; que les grands syndicats, c'est du boniment.* » [5] Tout ce qu'on sait de la France montre le même état d'esprit. Mais beaucoup plus lourd que les opinions pèsent les comportements effectifs. Les luttes contre le système, même les simples réactions, tendent à disparaître. Mais le capitalisme ne s'est modifié et n'est devenu quelque peu tolérable qu'en fonction de luttes économiques, sociales et politiques qui jalonnent deux siècles. Un capitalisme déchiré par le conflit et obligé de faire face à une forte opposition interne ; et un capitalisme n'ayant affaire qu'à des lobbies et des corporations, pouvant tranquillement manipuler les gens et les acheter moyennant un nouveau gadget tous les ans, ce sont deux animaux social-historiques complètement différents. La réalité l'indique abondamment.

L'histoire monstrueuse du marxisme-léninisme montre ce qu'un mouvement d'émancipation ne peut pas et ne doit pas être. Elle ne permet nullement de conclure que le capitalisme et l'oligarchie libérale sous lesquels nous vivons incarnent le secret enfin résolu de l'histoire humaine. Le projet d'une maîtrise totale (repris du capitalisme par le marxisme-léninisme et qui, dans les deux cas, s'inverse en son contraire) est un délire. Il n'en résulte pas que nous devons subir notre histoire comme une fatalité. L'idée de faire table rase de tout ce qui existe est une folie conduisant au crime. Il ne s'ensuit pas que nous devons renoncer à ce qui définit notre histoire depuis la Grèce et à quoi l'Europe a donné de nouvelles dimensions : nous faisons nos lois et nos institutions, nous voulons notre autonomie individuelle et collective, et cette autonomie nous seuls pouvons et devons la limiter. Le terme d'égalité a servi de couvert à un régime où les inégalités réelles étaient en fait pires que celles du capitalisme. Nous ne pouvons pas pour autant oublier qu'il n'y a pas de liberté politique sans égalité politique et que celle-ci est impossible lorsque des inégalités énormes de pouvoir économique, directement traduit en pouvoir politique, existent et s'accroissent.

L'idée de Marx que l'on pourrait éliminer marché et monnaie est une utopie incohérente. Le comprendre ne conduit pas à avaliser la toute-puissance de l'argent ni à croire à la « rationalité » d'une économie qui n'a rien à voir avec un véritable marché ressemble de plus en plus à un casino planétaire. Ce n'est pas Parce qu'il n'y a pas de société sans production et consommation que celles-ci doivent être érigées en fins ultimes de l'existence humaine à€” ce qui est la substance effective de l'« individualisme » et du « libéralisme » d'aujourd'hui.

Ce sont là quelques-unes des conclusions auxquelles doit mener l'expérience combinée de la pulvérisation du marxisme-léninisme et de l'évolution du capitalisme contemporain. Ce ne sont pas celles que l'opinion en tirera dans l'immédiat. Mais lorsque la poussière se sera dissipée, c'est à elles que l'humanité devra en venir, à moins de continuer sa course vers un toujours plus illusoire qui, tôt ou tard, se fracassera contre les limites naturelles de la

planète si elle ne s'effondre déjà auparavant sous le poids de son néant de sens.

[1] Il n'est pas inutile, pour les nouvelles générations, de rappeler quelques-unes des « 21 conditions » adoptées au deuxième Congrès de la IIIe Internationale (17 juillet-7 août 1920) : « 1. *Tous les organes de presse doivent être rédigés par des communistes sûrs... La presse et tous les services d'édition doivent être entièrement soumis au Comité central du parti.* -9. *Ces noyaux communistes - dans les syndicats etc. - doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.* -12 ... *A l'époque actuelle de guerre civile acharnée le Parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.* -13. *Les PC des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'un écarter les éléments intéressés et petits-bourgeois.* -15. *Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'internationale communiste soient confirmés par le Congrès international ou par le Comité exécutif (soul. par moi, C.C.)...* 16. *-Toutes les décisions des Congrès de l'IC, de même que celles du Comité exécutif (soul. par moi), sont obligatoires pour tous les pays affiliés à l'IC.* »

[2] Voir par exemple les recensions de S. Ingerflohm dans *Liber* de mars 1990.

[3] Pour ma part, je l'ai fait depuis 1946 et n'ai jamais cessé depuis. *La Société bureaucratique*, vol. 1 et 2, Ed. 10/18, 1973.

[4] « Les destinées du totalitarisme », in *Domaines de l'homme*, pp. 201-218.

[5] Par « boniment » j'ai traduit *Baloney*, dont un équivalent plus exact serait « foutaise » ou « connerie ». *International Herald Tribune* du 19 avril.